

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

2^e CIRCONSCRIPTION (Avallon - Tonnerre - Saint-Florentin)

Jean-Marcel BICHAT

Secrétaire Général de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate

(PARTI SOCIALISTE et Radicaux de gauche)

26 ans - Professeur de Lettres - Ancien élève de l'Institut d'Études Politiques de Paris

Suppléant :

Claude LABOUREAU

33 ans - Technicien Industriel à Avallon - Marié, 1 enfant

AVEC LE PARTI SOCIALISTE, AVEC L'UNION DE LA GAUCHE, POUR UNE FRANCE JUSTE ET PROSPÈRE

Un vent nouveau se lève sur notre pays : la Gauche unie sur la base de son Programme de Gouvernement est en mesure de balayer une majorité sortante dont le seul objectif est de satisfaire les appétits et les égoïsmes de quelques-uns au nom de l'intérêt général. Le peuple français, dégoûté par le pouvoir de l'argent, cherche une voie nouvelle : le **Parti Socialiste**, profondément rénové et rajeuni, s'est donné les moyens de répondre à cette aspiration au **changement**, à cette recherche d'une **vie meilleure**.

C'est précisément dans cette perspective que François Mitterand m'a demandé de mener dans le Sud de l'Yonne le combat Républicain et Socialiste. A peine sorti de mes études de Lettres et de Sciences Politiques, déjà bien rodé aux affaires politiques — je suis en effet secrétaire général de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate — me voilà donc à 26 ans engagé de plain-pied dans une lutte difficile.

Lutte difficile car l'adversaire à battre est coriace, et surtout car les problèmes posés par l'avenir de notre circonscription sont de plus en plus aigus.

• L'EXODE RURAL

L'exode rural est l'un de ces problèmes capitaux. En effet l'incohérence de la politique menée par le pouvoir depuis une décennie — anarchie des marchés agricoles, absence d'une politique de l'élevage, indemnités insuffisantes — a accéléré la disparition de la petite exploitation et contraint les jeunes agriculteurs à quitter la terre et à s'installer en ville. La **dépopulation** de nos campagnes qui en est résulté a renforcé par là même le déclin économique de notre région.

Alors, face à cela, certains voudraient que la **petite exploitation familiale** soit irrémédiablement condamnée ; mais les faits sont là : 85 % de l'élevage français est réalisé dans le cadre de l'exploitation familiale. Dans notre région, dont la vocation à l'élevage est évidente, la création d'un **Office de la Viande** sur le modèle de l'Office du Blé fondé par le gouvernement de Léon Blum, permettra de favoriser et d'organiser le marché dans le sens d'une plus grande sécurité et d'un meilleur rendement.

L'existence d'un **revenu minimum garanti**, l'établissement d'un régime de **retraite** aligné sur le régime général, des conditions de **financement** améliorées, tels sont quelques-uns des points principaux de mon action en tant que Socialiste en faveur des agriculteurs.

• LES ÉQUIPEMENTS

Le sous-équipement de notre région n'est pas moins préoccupant. S'agissant de locaux scolaires, comment ne pas s'insurger contre la radiation de la carte scolaire du Lycée de Tonnerre et contre l'absence de C.E.G. à Chablis ? S'agissant de l'infrastructure routière, comment ne pas constater qu'on sacrifie délibérément l'entretien de nos routes pour mieux augmenter le trafic auto routier ? S'agissant du téléphone, comment ne pas souligner le cruel retard dans la mise en place de nouvelles lignes ?

Les Socialistes n'entendent pas laisser mourir notre région sans réagir.

— Le déblocage des **crédits** pour la **construction de nouvelles unités d'enseignement**, la gratuité du **ramassage scolaire** et des **fournitures (livres)** seront au cœur de mes préoccupations.

— Une politique vigoureuse de **décentralisation des entreprises**, doublée d'un effort accru d'**investissements** d'infrastructures pourra être menée par un gouvernement de gauche travaillant de concert avec les **collectivités locales**.

Ainsi l'Avallonnais bénéficiera enfin de l'attention qu'il mérite, alors qu'aujourd'hui notre région ne fait pas le poids face aux barons bourguignons du régime, les Lecat, les Poujade, les Malaud, tous restés ministres, dans la distribution des trop maigres crédits d'équipements. Ce sous-équipement de la circonscription d'Avallon s'inscrit dans les perspectives tracées par les **technocrates** de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et du Ministère des Finances : la vocation unique de notre contrée serait de servir de jardin pour les Parisiens. Sans verser dans le culte d'une industrialisation excessive les habitants de l'Yonne savent d'expérience que c'est l'**emploi industriel** qui compte et non pas un hypothétique développement du **tourisme**, deux ou trois mois par an. Ainsi au nom de cette prétendue vocation il suffit qu'une commune fasse une demande de subvention ou de prêt pour réaliser un équipement d'intérêt général pour que ces messieurs de l'Administration centrale trouvent des prétextes pour s'y opposer... La situation dramatique du **logement** en est la preuve : les habitants

qui ont dû quitter la terre ont de plus en plus de mal à se loger à Avallon ou à Tonnerre, vu la politique restrictive du Pouvoir. Et toutes les entourloupettes de l'ancien ministre Jean Chamant n'y peuvent rien.

Par contre, dès qu'une société multinationale — **Péchiney** — trouve quelque intérêt à s'installer dans notre région, alors là, toutes les portes s'ouvrent, car les attaches entre les hommes du régime et les hommes des trusts sont fort étroites... Seule la nationalisation de Péchiney, sous l'égide d'un Gouvernement de Gauche, pourrait permettre, sous réserve et après consultation démocratique de la population concernée, l'exploitation sans nuisances du gisement de fluorine de Pierre-Perthuis, car la logique du profit à tout prix, qui guide aujourd'hui Péchiney aura alors disparu.

• LES COLLECTIVITÉS LOCALES

En tant que candidat Socialiste de notre circonscription, j'attache la plus grande importance au renforcement des pouvoirs et des responsabilités des collectivités locales.

— **La région** : dotée d'un exécutif élu au suffrage universel et jouissant de ressources fiscales auparavant perçues par l'administration de Paris, elle pourra décider de la mise en œuvre d'investissement d'intérêt régional.

— **Le département** verra ses attributions renforcées, le Préfet n'exerçant qu'un contrôle a posteriori de la légalité des décisions.

— **La commune** sera l'objet d'une réforme de la fiscalité locale dans le sens de la simplification et d'une plus grande justice devant l'impôt. Ainsi la patente serait remplacée, non par la « taxe professionnelle » — qui n'est qu'un replâtrage malhabile — mais par une imposition basée sur le chiffre d'affaire, son poids étant progressif, afin de frapper plus lourdement les plus gros établissements. Les communes les plus pauvres bénéficieront d'un fonds de solidarité, et les subventions seront globales permettant ainsi aux communes de les affecter sans contrôle préalable.

• LA POLITIQUE SOCIALE DE LA GAUCHE

Le Gouvernement agira suivant le principe de Liberté, Egalité et Sécurité :

— Le **revenu minimum garanti** sera porté immédiatement à 1.000 francs nets mensuels, sa progression ne pouvant être inférieure à la hausse moyenne des salaires.

— L'indice officiel des **prix** sera soumis au contrôle des organisations syndicales.

— La **retraite** sera portée à 75 % du salaire des 10 meilleures années dès 60 ans.

— Les **40 heures** seront appliquées sans baisse des salaires.

— **Aucun licenciement** ne pourra être prononcé sans le contrôle préalable du comité d'entreprise.

— En matière de **sécurité sociale**, les ordonnances de 1967 seront abrogées ; la gestion des caisses reviendra à des représentants élus ; le **ticket modérateur** sera supprimé.

Toutes ces mesures, et bien d'autres, sont prévues par le Programme commun de Gouvernement afin de répondre aux aspirations des travailleurs.

• LES DIFFICULTÉS DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

La concurrence des grandes surfaces par la mise en œuvre de puissants moyens financiers et par la pratique des ventes à perte accule toujours plus de travailleurs non salariés à la faillite.

Les socialistes mettront en œuvre une politique de défense des travailleurs indépendants face aux grandes surfaces :

— réforme de la patente dans le sens d'une plus lourde imposition des gros établissements,

— alignement du régime d'assurance maladie et de retraite sur le régime général,

— allègement et simplification de la T.V.A.,

— contrôle de l'essor des grandes surfaces par des commissions d'urbanisme où seront représentés des travailleurs indépendants,

— l'assiette de l'impôt sur le revenu sera alignée sur celle des salariés.

• AVEC LE PARTI SOCIALISTE POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE

La Gauche au pouvoir, soucieuse de l'intérêt collectif, œuvrant pour une plus grande justice sociale et pour la démocratie économique, sera capable de répondre à l'attente des Françaises et des Français.

L'héritage de ces dernières années est lourd : l'effort à entreprendre dans notre région est à la mesure des problèmes aggravés par le régime affairiste actuel. Seule, une majorité de gauche, où les Socialistes seront appelés à jouer un rôle déterminant pourra enfin liquider les retards qu'a accumulés le Régime au cours de trop longues années de gestion conservatrice dont l'ancien ministre Chamant supporte sa part de responsabilité au niveau de notre circonscription.

Aujourd'hui dans notre circonscription comme ailleurs, où les manœuvres de M. Chamant ont privé les Réformateurs d'un candidat représentant la voie centriste, le choix est clair : il est entre les ultra-conservateurs et les progressistes, entre la droite et la gauche, entre l'affairisme et la moralité dans la vie politique.

Que ceux qui veulent réellement un avenir meilleur pour la France ne dispersent pas leurs efforts.

— RÉPUBLICAINS DE TOUTES OPINIONS, VOUS DIREZ NON A UN RÉGIME DONT VOUS ÊTES MÉCONTENTES.

ÉLECTEURS, ÉLECTRICES,

— ATTIRÉS PAR L'ESPOIR D'UNE MAJORITÉ NOUVELLE, POUR CHANGER LA VIE, VOUS DIREZ OUI AU PARTI SOCIALISTE EN VOTANT POUR JEAN - MARCEL BICHAT.